LICENCIEMENT POUR INAPTITUDE PHYSIQUE

[ne pouvant intervenir qu'à l'issue de l'épuisement des droits à congés de maladie ordinaire, de longue maladie, de longue durée, de grave maladie ou suite à des accidents de travail* ou maladies professionnelles]

Catégories d'agents		Divers	Conditions cumulatives à remplir avant qu'une collectivité ne prononce un licenciement			Versement par la collectivité d'une indemnité de licenciement	Droit aux allocations chômage si demandeur d'emploi	
			Inaptitude définitive et absolue	Pas de possibilité de reclassement par la collectivité	Aucun droit à pension C.N.R.A.C.L.		Versées par la collectivité	Versées par le Pôle Emploi
C.N.R.A.C.L.	Titulaires **	Oui	Oui	Oui	Non	Oui	Non	
	Stagiaires	Oui	Oui	Sans objet	Non	Oui	Non	
I.R.C.A.N.T.E.C.	Titulaires	Oui	Oui	Sans objet	Oui	Oui	Non	
	Stagiaires	Oui	Oui	Sans objet	Oui	Oui	Non	
	Non titulaires de droit public	Oui	Oui	Sans objet	Oui	Oui	OUI (si affiliation)	

* On utilise le terme "accidents de travail" pour les fonctionnaires et agents non titulaires affiliés à l'I.R.C.A.N.T.E.C. et les termes "accidents de service" pour les fonctionnaires affiliés à la C.N.R.A.C.L.

** Les textes ne prévoient pas de licenciement pour inaptitude physique pour les fonctionnaires titulaires affiliés à la C.N.R.A.C.L. suite à un accident de service ou une maladie professionnelle.

RÉFÉRENCES :

➤ Fonctionnaires affiliés à la C.N.R.A.C.L. :

- Titulaires : - article 5 de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires.
 - articles 17 et 37 du décret n° 87-602 du 30 juillet 1987 pris pour l'application de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et relatif à l'organisation des comités médicaux aux conditions d'aptitude physique et au régime des congés de maladie des fonctionnaires territoriaux.
 - article 19 du décret n° 86-68 du 13 janvier 1986 relatif aux positions de détachement, hors cadre, de disponibilité, de congé parental et de congé de présence parentale des fonctionnaires territoriaux.
 - Conseil d'État n° 227868 du 2 octobre 2002 – C.C.I. de Meurthe-et-Moselle.
 - Conseil d'État n° 234156 du 3 février 2003.

- Stagiaires : - article 5 de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires.
 - article 11 du décret n° 92-1194 du 4 novembre 1992 fixant les dispositions communes applicables aux fonctionnaires stagiaires de la fonction publique territoriale.
 - article 6 du décret n° 77-812 du 13 juillet 1977 relatif au régime de sécurité sociale des agents stagiaires des départements, des communes et de leurs établissements publics n'ayant pas le caractère industriel ou commercial.
 - T.A. Versailles n° 004246 – 013505 du 21 novembre 2002.
 - T.A. Rennes n° 023806 du 2 octobre 2003.

➤ Fonctionnaires et agents non titulaires de droit public affiliés à l'I.R.C.A.N.T.E.C. :

- Titulaires : - article 5 de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires.
 - article 41, 41-1, 41-2 du décret n° 91-298 du 20 mars 1991 portant dispositions statutaires applicables aux fonctionnaires territoriaux nommés dans des emplois permanents à temps non complet.
 - Conseil d'État n° 227868 du 2 octobre 2002 – C.C.I. de Meurthe-et-Moselle.
 - Conseil d'État n° 234156 du 3 février 2003.

- Stagiaires : - article 11 du décret n° 92-1194 du 4 novembre 1992 fixant les dispositions communes applicables aux fonctionnaires stagiaires de la fonction publique territoriale.
 - article 6 du décret n° 77-812 du 13 juillet 1977 relatif au régime de sécurité sociale des agents stagiaires des départements, des communes et de leurs établissements publics n'ayant pas le caractère industriel ou commercial.
 - T.A. Versailles n° 004246 – 013505 du 21 novembre 2002.
 - T.A. Rennes n° 023806 du 2 octobre 2003.

- Non titulaires : - articles 13 ; 43 ; 45 à 49 du décret n° 88-145 du 15 février 1988 pris pour l'application de l'article 136 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et relatif aux agents non titulaires de la fonction publique territoriale.
 - Conseil d'État n° 227868 du 2 octobre 2002 – C.C.I. de Meurthe-et-Moselle.